

COMMUNIQUÉ FINANCIER ANNUEL

ÉTATS DE SYNTHÈSE SOCIAUX ET CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Faits marquants et analyses des principaux indicateurs de résultats

- ◆ Engagement en faveur du pouvoir d'achat et baisse des prix en 2023
- ◆ Répercussions défavorables sur les marges et les résultats 2023
- ◆ Anticipation d'un retour à un niveau normatif pour 2024

Indicateurs consolidés IFRS

En MDh	2022	2023	Variation
Chiffre d'affaires	6 897	5 934	-14%
Résultat d'exploitation	463	74	-84%
Résultat net part du groupe	206	2,5	-99%

Au cours de l'exercice 2023, Lesieur Cristal, forte de son empreinte citoyenne et responsable, a baissé les prix des huiles de table pour répondre aux préoccupations économiques et sociales des consommateurs marocains. Elle a également maintenu son engagement de non-répercussion de la hausse des prix des matières premières sur les consommateurs eu égard à un contexte inflationniste persistant. Parallèlement, une évolution des habitudes de consommation a été observée, avec une orientation vers les produits d'entrée de gamme. Les autres segments d'activité du Groupe, à savoir, l'huile d'olive, le savon et la margarine, ont quant à eux affiché des performances solides, ce qui a permis d'atténuer l'impact de l'activité huiles de table sur le chiffre d'affaires du Groupe. Lesieur Cristal a clôturé l'exercice avec un chiffre d'affaires annuel de 5 934 MDH, marquant une baisse de 14%.

La mise en place d'une stratégie de couverture à long terme des matières premières, amorcée au second semestre 2022, a certes permis d'assurer la continuité de l'approvisionnement du marché, mais a cependant pesé sur les marges en raison des coûts élevés d'acquisition des stocks. Pour atténuer ces effets, des efforts soutenus en matière d'efficacité opérationnelle ont été déployés. Le résultat d'exploitation et le résultat net part du groupe s'établissent respectivement à 74 MDH et 2,5 MDH.

En alignement avec ses objectifs stratégiques, Lesieur Cristal a poursuivi le déploiement de sa nouvelle Route-to-Market, initié en 2022, qui couvre désormais plus de 80% du territoire national. Par ailleurs, dans une démarche visant à renforcer son lien avec les consommateurs, le Groupe a lancé de nouvelles plateformes de communication pour promouvoir ses marques phares.

En 2023, fidèle à ses valeurs, Lesieur Cristal a revu sa stratégie RSE, désormais au cœur de son plan stratégique à horizon 2027. Cette nouvelle politique engage le Groupe à créer une valeur durable pour toutes ses parties prenantes, tout en préservant ses ressources et son environnement.

Perspectives & stratégie de développement

Grâce à la baisse des prix des intrants conjuguée à une stratégie de couverture adaptée au contexte actuel, le Groupe anticipe un redressement des marges et un retour à un niveau normatif en 2024.

Capitalisant sur les contrats programmes signés lors du SIAM 2023, Lesieur Cristal s'inscrit dans la stratégie nationale « Génération Green » et renforce son ambition de développer l'amont agricole contribuant à répondre ainsi aux enjeux de sécurité alimentaire du Maroc et dans les pays dans lesquels elle opère.

Le Groupe a également pour ambition d'élargir sa présence en Afrique à travers notamment des opérations d'acquisitions, avec un modèle opératoire d'un acteur local engagé et la promotion d'un amont agricole durable.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

BILAN ACTIF		
ACTIF (En millions de dirhams)	31-déc-23	31-déc-22
Goodwill	109	109
Immobilisations incorporelles, net	201	205
Immobilisations corporelles, net	1 038	1 027
Actifs biologiques	38	38
Immeubles de placement, net	4	4
Participations dans les entreprises associées	24	26
Autres actifs financiers	28	29
- Prêts et créances, net	7	9
- dont titres de participation consolidés	-1	-1
- Actifs financiers disponibles à la vente	21	21
Autres débiteurs non courants	80	88
Impôts différés actifs	31	43
Actif non courant	1 553	1 570
Autres actifs financiers	610	490
- Instruments financiers dérivés	604	484
- Prêts et créances et placements, net	6	6
Stocks et en-cours, net	1 485	1 770
Créances clients, net	812	995
Autres débiteurs courants, net	406	463
Trésorerie et équivalent de trésorerie	373	1 452
Actif courant	3 687	5 170
TOTAL ACTIF	5 240	6 740

BILAN PASSIF		
PASSIF (En millions de dirhams)	31-déc-23	31-déc-22
Capital	276	276
Réserves	1 544	1 401
Écarts de conversion	-11	-12
Résultat net part du groupe	2	206
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	1 812	1 871
Intérêts minoritaires	-10	-5
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 802	1 866
Provisions	83	95
Avantages du personnel	206	269
Dettes financières non courantes	191	173
- Dettes envers les établissements de crédit	1	0
- Dettes liées aux contrat de location financement	190	173
Dettes d'impôts sur les sociétés	12	12
Impôts différés Passifs	48	48
Passif non courant	540	596
Dettes financières courantes	1 021	804
- Instruments financiers dérivés	612	442
- Dettes envers les établissements de crédit	409	362
Dettes fournisseurs courantes	1 712	3 209
Autres crédateurs courants	165	266
Passif courant	2 898	4 278
TOTAL PASSIF	3 438	4 875
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	5 240	6 740

ETAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
(En millions de dirhams)	31-déc.-23	31-déc.-22
Résultat de l'exercice	-3	193
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	41	-65
Écarts actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies	66	13
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	-39	21
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	68	-31
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	65	162
Dont Intérêts minoritaires	5	-12
Dont Résultat global net - Part du Groupe	60	175

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		
(En millions de dirhams)	31-déc-23	31-déc-22
Chiffre d'affaires	5 934	6 897
Autres produits de l'activité	222	261
Produits des activités ordinaires	6 156	7 157
Achats	-5 324	-5 646
Autres charges externes	-380	-444
Frais de personnel	-284	-318
Impôts et taxes	-12	-14
Amortissements et provisions d'exploitation	-78	-270
Autres produits et charges d'exploitation nets	-4	-2
Charges d'exploitation courantes	-6 082	-6 694
RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT	74	463
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-1	-83
Autres produits et charges d'exploitation	-1	-83
Résultat des activités opérationnelles	72	380
Produits d'intérêts	19	14
Charges d'intérêts	-38	-28
Résultats sur instruments financiers	2	-11
Autres produits et charges financiers	-17	-3
Résultat financier	-34	-28
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	38	352
Impôts sur les bénéfices	-75	-195
Impôts différés	33	33
Résultat net des entreprises intégrées	-3	190
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0	3
Résultat net des activités poursuivies	-3	193
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat de l'ensemble consolidé	-3	193
Dont Intérêts minoritaires	5	12
Dont Résultat net - Part du Groupe	2	206
Résultat net par action en dirhams		
- de base	0	7
- dilué	0	7

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ		
(En millions de dirhams)	31-déc-23	31-déc-22
Résultat net de l'ensemble consolidé	-3	193
Ajustements pour :		
Résultats des sociétés mises en équivalence	-0	-3
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	106	166
Profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	94	-20
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-23	-20
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	173	316
Élimination de la charge (produit) d'impôts	42	164
Élimination du coût de l'endettement financier net	38	28
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	253	507
Incidence de la variation du BFR	-946	279
Impôts différés	4	-8
Impôts payés	-231	-112
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-919	666
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-81	-93
Variation des autres actifs financiers	1	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	0
Dividendes reçus	1	0
Intérêts financiers versés	-38	-28
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	-116	-120
Augmentation et Réduction de capital	-	7
Émission de nouveaux emprunts	1	0
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-124	-97
Variation de comptes courants associés	26	-13
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	-98	-102
Incidence de la variation des taux de change	7	-12
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-1 126	433
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture	1 092	657
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture	-34	1 090
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-1 126	433

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions de dirhams	Capital	Réserves Non Distribués	Réserves de conversion	Réserves des opérations de couverture	Total Capitaux propres part du groupe	Intérêt minoritaire	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2022	276	1560	-10	-28	1798	2	1800
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur		-6			-6		-6
Montants retraités à l'ouverture	276	1555	-10	-28	1792	2	1794
Variation des capitaux propres							
Résultat de l'exercice	-	206	-	-	206	-12	193
Variation nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	-41	-41	-	-41
Pertes et profits de conversion	-	-	-1	-	-1	-0	-1
Variation de juste valeur écarts actuariels	-	-	-	10	10	-	10
Résultat global total de l'année	-	206	-1	-31	174	-13	161
Dividendes distribués	-	-97	-	-	-97	-	-97
Augmentation de capital	-	1	-	-	1	6	7
Total des transactions avec les actionnaires	-	-96	-	-	-96	6	-90
Au 31 décembre 2022	276	1664	-11	-59	1870	-5	1866
Au 1^{er} janvier 2023	276	1664	-11	-59	1870	-5	1866
Montants retraités à l'ouverture	276	1664	-11	-59	1870	-5	1866
Variation des capitaux propres							
Résultat de l'exercice	-	2	-	-	2	-5	-3
Variation nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	21	21	-	21
Pertes et profits de conversion	-	-	1	-	43	0	43
Résultat global total de l'année	-	2	1	63	67	-5	61
Dividendes distribués	-	-124	-	-	-124	-	-124
Changement de périmètre	-	-1	-	-	-1	0	-1
Total des transactions avec les actionnaires	-	-126	-	-	-126	0	-126
Au 31 décembre 2023	276	1541	-10	4	1811	-10	1802

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Lesieur Cristal est une société anonyme de droit marocain, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales au Maroc. La société a son siège social au 1, Rue du Caporal Corbi, Roches Noires – Casablanca et est cotée à la Bourse de Casablanca au 1er compartiment.

Le Groupe Lesieur Cristal est spécialisé dans le secteur des corps gras (huiles alimentaires et margarines).

Les comptes et informations sont présentés en millions de dirhams Marocains (MDH), sauf les informations par action qui sont présentées en dirhams.

NOTE 2. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PÉRIODE

Au cours de l'exercice 2023, le périmètre du Groupe Lesieur Cristal n'a pas connu de variations par rapport au 31 décembre 2022.

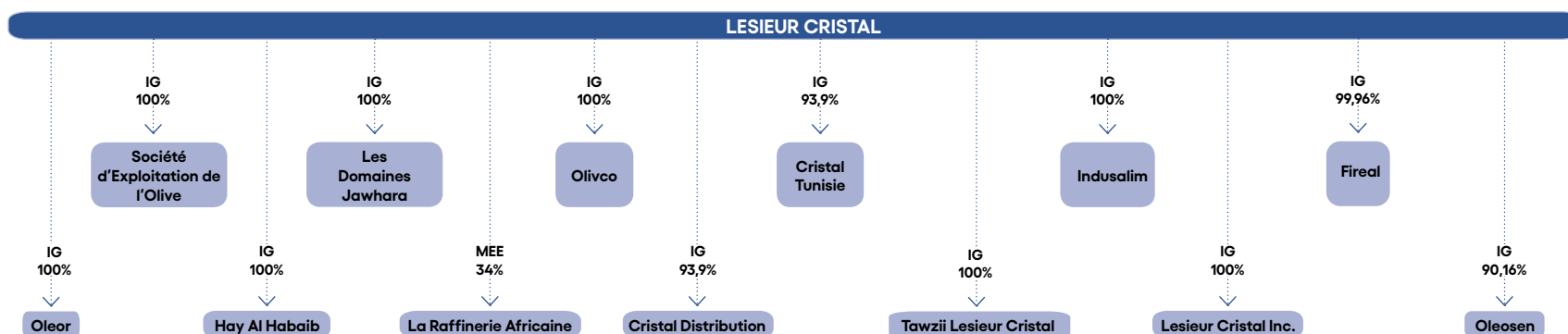
NOTE 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions des articles 2.7 et 2.8 de la circulaire 03/19 de l'Autorité Marocaine du Marché des capitaux, les états financiers consolidés du Groupe Lesieur Cristal sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 30 Juin 2023 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le Groupe suit régulièrement les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC.

NOTE 4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2023



NOTE 5. PRINCIPAUX IMPACTS DES RETRAITEMENTS IFRS

Le résultat consolidé IFRS au 31 Décembre 2023 du Groupe Lesieur Cristal est impacté par les principaux retraitements suivants :

IAS 37 Provisions : -18 MDH.

Élimination des dotations et reprises des provisions ne répondant pas aux critères de comptabilisation selon les normes IFRS.

IAS 19 Avantage du personnel : -3 MDH.

Constatation des avantages post emploi relatifs à la couverture médicale et aux indemnités de fin de carrière.

IAS 39 Instruments Financiers : -6 MDH.

Reprise du solde d'actualisation du crédit de TVA (-8MDH), et la valorisation à la juste valeur des instruments financiers (2MDH).

IAS 16 Immobilisations corporelles : +2.0 MDH.

Retraitement des amortissements des immobilisations selon des durées économiques.

IAS 38 Immobilisations incorporelles : -29 MDH.

Annulation des charges à répartir.

IAS 12 Impôts sur le résultat : +33 MDH.

Constatation des ID sur différences temporaires pour 4 MDH et 29 MDH relatifs aux ID des différents retraitements.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



Aux Actionnaires de la société
LESIEUR CRISTAL S.A.
1, rue Caporal Corbi
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Lesieur Cristal S.A. et de ses filiales (Groupe Lesieur Cristal), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris des informations significatives sur les méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 1.802 compte tenu d'un déficit net consolidé de MMAD 2,85.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe LESIEUR CRISTAL arrêtée au 31 décembre 2023, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. GOODWILL

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe Lesieur Cristal a réalisé des opérations de croissance externes ayant conduit à la comptabilisation des écarts d'acquisition à l'actif du bilan consolidé. Ces écarts correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des sociétés acquises et les juste-valeurs des actifs et passifs identifiables repris à la date d'acquisition. Au 31 décembre 2023, la valeur de ces écarts d'acquisition s'élève à MMAD 109.</p> <p>Les écarts d'acquisition sont affectés à des Unités Génératrices de trésorerie et font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou dès la présence d'un indice de perte de valeur. Lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.</p> <p>Les informations concernant les méthodes de détermination de la valeur recouvrable sont détaillées dans la note «16» de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition constituait un point clé de notre audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">Leur montant significatif au bilan consolidé du Groupe ;L'importance du jugement de la direction dans le choix de la méthode de détermination de la valeur recouvrable et, dans le cas de la valeur d'utilité, des hypothèses de résultats futurs des sociétés concernées et du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prévisionnels.	<p>Notre approche d'audit se fonde sur un examen des procédures relatives aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des contrôles mis en place au sein de Lesieur Cristal pour identifier les indices de pertes de valeur de ces actifs.</p> <p>Les travaux sur les comptes au 31 décembre 2023, ont notamment consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none">Une analyse de la méthodologie retenue par Lesieur Cristal ;Un examen des plans d'affaires approuvés par la Direction Générale de Lesieur Cristal pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations de flux futurs dégagés ;Une analyse des principales hypothèses et paramètres utilisés (taux de croissance, coût du capital, taux d'actualisation) au regard des données de marché disponibles ;Un examen des analyses de sensibilité des estimations aux paramètres clés (en particulier lorsque la valeur recouvrable est proche de la valeur nette comptable) ;Le recalcul des valeurs d'utilités déterminées pour les principaux écarts d'acquisition. <p>Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux résultats de ces tests de dépréciation et tests de sensibilité présentés dans les notes annexes aux états financiers.</p>

2. DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les créances clients s'élèvent à MMAD 812 en valeur nette au 31 décembre 2023 dont un montant de MMAD 218 de provision pour dépréciation.</p> <p>Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique qui se base sur l'ancienneté de la créance (100% de solde pour les créances antérieures à 1 an et 50% pour les créances antérieures à 6 mois). Cependant, le management complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, couverture assurance, feed-back des opérationnels...).</p> <p>Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances clients comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.</p>	<p>Les travaux sur les comptes au 31 décembre 2023, ont notamment consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none">La fiabilisation de la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;La réalisation de tests relatifs à l'apurement des créances en période subséquente ;Le recalcul de la provision sur la base de la méthode statistique retenue par le Groupe ;La réalisation des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de créances clients bien que récentes présentant un risque de recouvrement ;

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'un erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les états financiers consolidés, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 8 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdellatif BERRADA ALLAM
Associé

HDID & ASSOCIÉS
Mohamed HDID
Associé Gérant

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

du 01/01/2023 au 31/12/2023

DÉSIGNATION		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	390 466 281,17	405 119 220,95
2	- Achats revendus de marchandises	526 766 178,24	442 478 804,42
I	MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT	-136 299 897,07	-37 359 583,47
	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	5 763 541 853,60	5 486 722 378,40
3	Ventes de biens et services produits	4 838 519 668,05	5 581 147 007,12
4	Variation stocks produits	925 022 185,55	-94 424 628,72
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
II	CONSOUMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	5 274 730 635,17	4 568 370 637,14
6	Achats consommés de matières et fournitures	4 944 474 053,23	4 194 687 346,71
7	Autres charges externes	330 256 581,94	373 683 290,43
III	VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	352 511 321,36	880 992 157,79
8	+ Subventions d'exploitation	1 611 618,61	402 575,67
9	- Impôts et taxes	6 147 923,09	5 753 375,92
10	- Charges de personnel	247 008 895,08	267 761 477,90
IV	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	100 966 121,80	607 879 879,64
11	+ Autres produits d'exploitation	27 851 379,42	39 876 445,97
12	- Autres charges d'exploitation	4 330 038,64	5 577 687,07
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	142 262 264,90	44 042 982,19
14	- Dotations d'exploitation	216 420 136,15	182 177 389,15
VI	RÉSULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	50 329 591,33	504 044 231,58
VII	RÉSULTAT FINANCIER	-12 535 236,64	-31 646 314,64
VIII	RÉSULTAT COURANT (+ou-)	37 794 354,69	472 397 916,94
IX	RÉSULTAT NON COURANT	-9 887 165,40	-70 235 734,10
15	- Impôts sur les résultats	19 034 615,00	185 046 160,00
X	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	8 872 574,29	217 116 022,84
- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R)			
1	Résultat net de l'exercice	8 872 574,29	217 116 022,84
	Bénéfice +	8 872 574,29	217 116 022,84
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	87 169 456,33	66 747 906,53
3	+ Dotations financières (1)	24 801 156,48	54 690 063,03
4	+ Dotations non courantes (1)	3 550 014,37	7 593 507,28
5	- Reprises d'exploitation (2)	1 976 332,22	830 000,00
6	- Reprises financières (2)	1 277 617,55	12 785 766,61
7	- Reprises non courantes (2)	21 978 532,22	19 642 095,86
8	- Produits des cessions d'immobilisation	280 000,00	
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées		
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	98 880 719,48	312 889 637,21
10	- Distributions de bénéfices	124 341 795,00	96 710 285,00
II	AUTOFINANCEMENT	-25 461 075,52	216 179 352,21

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passif circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

TABLEAU DE FINANCEMENT (MODÈLE NORMAL)

du 01/01/2023 au 31/12/2023

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice		Exercice précédent		Exercice a - b		
	b	a	a	c	c	d	
Financement permanent	1 754 393 516,77	1 877 758 288,55	123 364 771,78				
Moins actif immobilisé	956 865 300,14	954 226 956,31	2 638 343,83				
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	797 528 216,63	923 531 332,24	126 003 115,61				
Actif circulant	2 648 077 782,69	4 423 848 267,91		1 775 770 485,22			
Moins Passif circulant	2 054 807 403,12	3 546 956 484,93	1 492 149 081,81				
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	593 270 379,57	876 891 782,98	283 621 403,41				
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B	204 257 837,06	46 639 549,26	157 618 287,80				
II. EMPLOIS ET RESSOURCES		Exercice		Exercice précédent			
		Emplois	Ressources	Emplois	Ressources		
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE							
AUTOFINANCEMENT (A)		-25 461 075,61		216 179 352,21			
+ Capacité d'autofinancement		98 880 719,39		312 889 637,21			
- Distributions de bénéfices		124 341 795,00		96 710 285,00			
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		5 007 577,73		2 918 272,56			
+ Cessions d'immobilisations incorporelles							
+ Cessions d'immobilisations corporelles		280 000,00					
+ Cessions d'immobilisations financières							
+ Récupérations sur créances immobilisées		4 727 577,73		2 918 272,56			
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)							
+ Augmentations de capital, apports							
+ Subventions d'investissement							
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)							
(nettes de primes de remboursement)							
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		105 549 617,74		119 053 998,66			
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE							
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		81 128 755,91		119 053 998,66			
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles				15 000,00			
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles		78 505 971,39		59 033 584,31			
+ Acquisitions d'immobilisations financières				56 482 804,98			
+ Augmentation des créances immobilisées		2 622 784,52		3 522 609,37			
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)		24 420 861,83					
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)							
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)							
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		105 549 617,74		119 053 998,66			
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		283 621 403,41		6 077 137,33			
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		157 618 287,80		106 120 763,44			
TOTAL GÉNÉRAL		263 167 905,54		263 167 905,53		225 174 762,10	

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

du 01/01/2023 au 31/12/2023

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I. CHANGEMENT AFFECTANT LES METHODES D'ÉVALUATION		
NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT
II. CHANGEMENT AFFECTANT LES RECLES DE PRESENTATION		
NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT
NEANT	NEANT	NEANT

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

I- ACTIF IMMOBILISÉ	
A- Évaluation à l'entrée	
1- Immobilisations en non valeurs	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
2- Immobilisations incorporelles	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
3- Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.
4- Immobilisations financières	Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.
B- Création des valeurs	
1- Méthodes d'amortissements	Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
II- ACTIF CIRCULANT	
A- Évaluation à l'entrée	
1- Stocks	La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).
2- Créances	Les créances non inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.
3- Titres et valeurs de placement	Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.
B- Création des valeurs	
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
III- FINANCEMENT PERMANENT	
1- Méthodes de réévaluation	Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Dettes de financement permanent	Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1- Dettes du passif circulant	Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
V- TRÉSORERIE	
1- Trésorerie - Actif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
2- Trésorerie - Passif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ÉTAT DES DÉROGATIONS

du 01/01/2023 au 31/12/2023

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DÉROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

DÉTAIL DES NON-VALEURS

du 01/01/2023 au 31/12/2023

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRELIMINAIRES	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalable au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	88 634 261,74
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	
213	PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	TOTAL	88 634 261,74

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES								du 01/01/2023 au 31/12/2023	
N A T U R E	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE	
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement		
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	50 619 597,87	24 420 861,83		13 593 802,04				88 634 261,74	
* Frais préliminaires									
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	50 619 597,87	24 420 861,83		13 593 802,04				88 634 261,74	
* Primes de remboursement obligations									
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	232 950 561,51							232 950 561,51	
* Immobilisation en recherche et développement									
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	142 681 873,13							142 681 873,13	
* Fonds commercial	90 268 688,38							90 268 688,38	
* Autres immobilisations incorporelles									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 151 795 755,55	79 701 009,58		20 155 059,85	10 786 739,18		34 943 900,03	2 205 921 185,77	
* Terrains	64 771 013,48							64 771 013,48	
* Constructions	283 096 117,39	910 342,66		11 995 618,33				296 002 078,38	
* Installat. techniques, matériel et outillage	1 579 559 416,52	21 050 182,08		8 159 441,52				1 608 769 040,12	
* Matériel de transport	80 135 593,33				10 786 739,18			69 348 854,15	
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	101 845 867,22	5 195 770,31						107 041 637,53	
* Autres immobilisations corporelles									
* Immobilisations corporelles en cours	42 387 747,61	52 544 714,53					34 943 900,03	59 988 562,11	
TOTAL GÉNÉRAL	2 435 365 914,93	104 121 871,41		33 748 861,89	10 786 739,18		34 943 900,03	2 527 506 009,02	

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS					du 01/01/2023 au 31/12/2023			
N A T U R E	Cumul début exercice		Dotation de l'exercice		Amortissement sur les immobilisations sorties		Cumul d'amortissement en fin d'exercice	
	1	2	3	4	5	6	7	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	34 925 016,49		8 859 479,99				43 784 496,48	
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	34 925 016,49		8 859 479,99				43 784 496,48	
* Primes de remboursement des obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44 201 293,71		4 185 624,41				48 386 918,12	
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques droits et valeurs similaires	44 201 293,71		4 185 624,41				48 386 918,12	
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 796 067 566,72		55 734 485,47		10 786 739,18		1 841 015 313,01	
* Terrains								
* Constructions	221 955 239,37		10 663 472,74				232 618 712,11	
* Installations techniques, matériel et outillage	1 395 605 538,56		44 172 956,64				1 439 778 495,20	
* Matériel de transport	80 135 593,33				10 786 739,18		69 348 854,15	
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	98 371 195,46		898 056,09				99 269 251,55	
* Autres immobilisations corporelles								
* Immobilisations corporelles en cours								
TOTAL GÉNÉRAL	1 875 193 876,92		68 779 589,87		10 786 739,18		1 933 186 727,61	

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION										du 01/01/2023 au 31/12/2023	
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice		
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net			
						6	7	8			
SCI YAM	IMMOBILIER	10 000,00	50,00	5 000,00	5 000,00	31/12/2023	-532 294,01	-34 676,47	0,00		
D A M A	IMMOBILIER	4 000,00	98,75	217 250,00	217 250,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
C E L A C O	DISTRIBUTION	3 000 000,00	23,99	719 700,00	0,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
ASTRA MAROC	DIVERS	400 000,00	99,93	566 923,30	0,00	31/12/2023	-1 403 009,02	-128 715,25	0,00		
FIREAL (C & F)	DIVERS	4 000 000,00	99,96	19 420 445,71	19 420 445,71	31/12/2023	29 739 042,64	853 125,78	1 253 626,99		
S O T R A N I	DIVERS	250 000,00	2,51	6 280,00	0,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
LA RAFFINERIE AFRICAINE	OLEAGINEUX	12 678 084,06	34,00	17 163 234,01	17 163 234,01	31/12/2023	2 275 590,52	162 017,97	3 829 918,96		
CRISTAL TUNISIE	OLEAGINEUX	20 697 509,55	93,88	48 398 062,04	0,00	31/12/2023	-7 989 900,74	-29 298 827,90	274 102 407,58		
STE D EXPLOITATION OLIVE	OLEOCULTURE	32 000 000,00	100,00	31 999 700,00	31 999 700,00	31/12/2023	33 682 422,16	-4 097 923,65	296 080 903,29		
LES DOMAINES JAWHARA	OLEOCULTURE	32 000 000,00	100,00	32 000 000,00	32 000 000,00	31/12/2023	32 208 626,28	32 953 831,87	90 049 392,63		
GIOM	GIE - OLEAGINEUX	300 000,00	66,67	200 000,00	0,00	31/12/2023	-9 767 757,44	-2 910 634,40	57 600 893,42		
LESIEUR CRISTAL COTE D IVOIRE	INDUSTRIEM	166 398,08	100,00	166 398,08	0,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
OLIVCO	OLEOCULTURE	100 000,00	100,00	5 000 000,00	5 000 000,00	31/12/2023	-20 787 716,43	1 353 089,25	13 396 811,42		
LESIEUR CRISTAL INC	HUILE D OLIVE	9 929 000,00	100,00	9 929 000,00	0,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
INDUSALIM	MARGARINE	10 000 000,00	100,00	175 000 000,00	175 000 000,00	31/12/2023	88 787 995,73	30 919 993,02	205 928 361,17		
TLC	DISTRIBUTION	3 000 000,00	100,00	3 000 000,00	0,00	31/12/2023	-9 718 115,62	-585 484,99	0,00		
C O S T O M A	OLEAGINEUX	5 400,00	0,00	1 082,00	1 082,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
C I C A V E T	PROVENDIERS	10 000,00	0,00	500,00	500,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
CITE III DES JEUNES	IMMOBILIER	1 598 000,00	0,00	4 505,00	4 505,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
H S M	DIVERS	2 760 000,00	0,00	359,10	359,10	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
S G A	DIVERS	0,00	0,00	100,00	100,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
DISTRA	DIVERS	127 936 000,00	0,00	1,00	1,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
O L E O R	OLEAGINEUX	20 250 000,00	100,00	90 000 000,00	45 357 154,57	31/12/2023	45 357 154,57	1 235 522,80	1 772 657,80		
C O M A H A	OLEAGINEUX	21 000,00	49,05	9 984,00	0,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00		
S I K A F	OLEAGINEUX	300 000,00	99,90	499 624,43	0,00	30/09/2023	-4 472 455,89	-53 545,35	0,00		
H G M O	OLEAGINEUX	1 500 000,00	99,96	4 874 940,92	1 350 520,58	31/12/2023	1 351 061,00	37 109,59	57 585,52		
Sous-Total		282 915 391,69	--	439 183 089,59	327 519 851,97	--	178 730 643,75	30 404 882,27	944 072 558,78		

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION									
du 01/01/2023 au 31/12/2023									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
SOPROTA	PROVENDIERS	5 000 000,00	73,61	3 926 778,98	0,00	31/12/2023	-27 425 028,45	-1 254 022,19	0,00
SHOM	SAVONNERIE	100 000,00	99,70	9 310 687,78	9 310 687,78	31/12/2023	12 586 123,06	426 101,97	548 161,46
POSAMA	PRODUITS MER	400 000,00	99,63	912 191,38	912 191,38	31/12/2023	0,00	0,00	0,00
HAY EL HABAIB	IMMOBILIER	100 000,00	100,00	46 083 755,04	46 083 755,04	31/12/2023	57 111 182,09	566 175,61	880 622,81
CITE MNE SIDI OTHMANE	IMMOBILIER	1 097 660,00	0,24	2 630,00	2 630,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00
CITE I DES JEUNES	IMMOBILIER	739 200,00	0,34	2 500,00	2 500,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00
CITE II DES JEUNES	IMMOBILIER	1 458 000,00	0,69	14 500,00	14 500,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00
SOCICA	IMMOBILIER	956 760,00	2,25	13 605,00	13 605,00	31/12/2023	0,00	0,00	0,00
OLEOSEN	OLEAGINEUX	142 563 330,00	90,16	56 590 345,85	0,00	31/12/2023	-45 762 735,94	-34 637 898,03	296 764 052,28
Total		435 330 341,69	--	556 040 083,62	383 859 721,17	--	175 240 184,51	-4 494 760,37	1242 265 395,33

TABLEAU DES PROVISIONS									
du 01/01/2023 au 31/12/2023									
NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE	
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes		
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	172 347 846,41	5 880 567,43	24 801 156,48			1 277 617,55		201 751 952,77	
2. Provisions réglementées	96 235 942,59			3 550 014,37			21 978 532,22	77 807 424,74	
3. Provisions durables pour risques et charges	9 928 656,78	12 509 299,00			1 976 332,22			20 461 623,56	
SOUS TOTAL (A)	278 512 445,78	18 389 866,43	24 801 156,48	3 550 014,37	1 976 332,22	1 277 617,55	21 978 532,22	300 021 001,07	
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	321 261 120,18	45 626 059,72	4 910 372,47		48 453 155,50	347 510,31		322 996 886,56	
5. Autres Provisions pour risques et charge	86 230 743,53	40 392 318,92			42 000 476,00		25 193 960,32	59 428 626,13	
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie									
SOUS TOTAL (B)	407 491 863,71	86 018 378,64	4 910 372,47		90 453 631,50	347 510,31	25 193 960,32	382 425 512,69	
TOTAL (A+B)	686 004 309,49	104 408 245,07	29 711 528,95	3 550 014,37	92 429 963,72	1 625 127,86	47 172 492,54	682 446 513,76	

TABLEAU DES CRÉANCES									
du 01/01/2023 au 31/12/2023									
Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets	
De l'Actif Immobilisé	8 257 887,88	8 257 887,88							
- Prêts immobilisés	5 136 224,66	5 136 224,66							
- Autres créances financières	3 121 663,22	3 121 663,22							
De l'actif circulant	1 533 342 046,49	110 293 555,64	959 730 490,53	463 318 000,32	72 183 627,14	335 000 184,68	257 925 601,78	23 573 756,55	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	45 903 965,65	26 733 926,24	19 170 039,41		38 791 541,24				
- Clients et comptes rattachés	880 011 155,82	72 023 392,28	631 983 945,36	176 003 818,18	11 530 452,66		10 646 889,48	23 573 756,55	
- Personnel	11 160 202,68	6 182 815,63		4 977 387,05					
- État	335 000 184,68		53 764 262,59	281 235 922,09		335 000 184,68			
- Comptes d'associés	249 035 571,67	1 756 859,37	247 278 712,30		21 861 633,24		247 278 712,30		
- Autres débiteurs	7 655 418,54	3 596 562,12		1 100 873,00					
- Compte de régularisation actif	4 575 547,45		4 575 547,45						
T O T A U X	1 541 599 934,37	118 551 443,52	959 730 490,53	463 318 000,32	72 183 627,14	335 000 184,68	257 925 601,78	23 573 756,55	

TABLEAU DES DETTES									
du 01/01/2023 au 31/12/2023									
Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non payées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets	
DE FINANCEMENT									
- Emprunts obligataires									
- Autres dettes de financement									
DU PASSIF CIRCULANT	1 995 378 776,99	543 967 636,97	1 451 411 140,02		1 061 148 606,17	62 861 155,50	172 561 603,01	1 055 462 994,31	
- Fournisseurs et comptes rattachés	1 735 521 090,72	393 661 759,49	1 341 859 331,23		1 061 148 606,17		28 829 725,53	1 055 462 994,31	
- Clients créditeurs, avances et acomptes	1 228 870,14	1 026 246,69	202 623,45						
- Personnel	34 412 303,65	72 118,13	34 340 185,52						
- Organismes sociaux	21 790 866,30		21 790 866,30			21 790 866,30			
- État	41 070 289,20	15 988 499,97	25 081 789,23			41 070 289,20			
- Comptes d'associés	154 563 640,45	131 142 085,96	23 421 554,49				143 731 877,48		
- Autres créanciers	5 770 062,96	2 076 926,73	3 693 136,23						
- Comptes de régularisation - Passif	1 021 653,57		1 021 653,57						
T O T A U X	1 995 378 776,99	543 967 636,97	1 451 411 140,02		1 061 148 606,17	62 861 155,50	172 561 603,01	1 055 462 994,31	

TABLEAU DES SURETES RÉELLES DONNÉES OU REÇUES					
du 01/01/2023 au 31/12/2023					
Tiers Débiteurs ou Tiers Crédeurs	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V.N.C. de la sureté donnée
Sureté donnée					
Sureté reçue					
Hypothèques sur prêts	1 170 000,00	2	1990 à 1996 - Casablanca	Données par les bénéficiaires	

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL			
du 01/01/2023 au 31/12/2023			
Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent	
Engagement donné			
Avals et cautions	382 468 866,99	359 956 098,02	
Engagements en matière de pensions de retraites et obligations	200 045 817,00	263 258 801,00	
Autres engagements donnés (1)	1 627 868 537,26	3 969 610 631,09	
* Couvertures à terme en devise, soit :			
- 151 574 931,18 \$ au cours moyen de 9,8870 soit 1 498 620 171,45 DH			
- 12 060 730,09 € au cours moyen de 10,7165 soit 129 248 365,82 DH			
Engagements reçus			
Engagements reçus (2)	111 217 890,13	275 485 583,50	
* Couvertures à terme en devise, soit :			
- 774 079,98 \$ au cours moyen de 9,8380 soit 7 615 399,55 DH			
- 9 719 585,43€ au cours moyen de 10,6591 soit 103 602 490,58 DH			

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



Building a better
working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



4, Rue Maati Jazouli (ex rue Frial)
Anfa- Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
LESIEUR CRISTAL S.A.
1, rue Caporal Corbi
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lesieur Cristal S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1.733.931.893,21 dont un bénéfice net de MAD 8.872.574,29.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Lesieur Cristal S.A. au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. TITRES DE PARTICIPATION

Risque identifié	Notre réponse
Les titres de participation sont comptabilisés au bilan pour une valeur nette comptable de KMAD 383.860	Nos travaux ont consisté principalement à :
Ils sont comptabilisés individuellement à leur valeur d'acquisition et lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une analyse est effectuée par le management pour déterminer la dépréciation à constater.	<ul style="list-style-type: none">- Examiner, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la société pour déterminer les valeurs actuelles,- S'assurer que les données retenues dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation sont cohérentes avec les données source des entités ;- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.
La valeur actuelle est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la juste valeur pour le cas des actifs biologiques ou l'actif net réévalué communément utilisés qui leurs sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité.	Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux titres de participation publiées dans l'état des informations complémentaires (ETIC).
Compte tenu du poids des titres de participation au bilan, du niveau de jugement exercé pour l'estimation du risque sur les titres de participation ainsi que le degré d'incertitude lié à cette estimation à cause de la sensibilité des modèles utilisés ou variations de données et d'hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de notre audit.	

Risque identifié	Notre réponse
Les créances clients s'élèvent à KMAD 661.708 en valeur nette au 31 décembre 2023 dont un montant de KMAD 218.303 de provision pour dépréciation.	Les travaux sur les comptes au 31 décembre 2023, ont notamment consisté en :
Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique qui se base sur l'ancienneté de la créance (100% de solde pour les créances antérieures à 1 an et 50% pour les créances antérieures à 6 mois). Cependant, le management complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, couverture assurance, feed-back des opérationnels...).	<ul style="list-style-type: none">- La fiabilisation de la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;- La réalisation de tests relatifs à l'apurement des créances en période subséquente ;- Le recalcul de la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;- L'examen des PV de réunions tenues par les responsables commerciaux pour l'estimation du risque de recouvrement sur les créances clients ;- L'établissement des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances clients comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

de créances clients bien que récentes présentant un risque de recouvrement ;

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

○ nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

○ nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

○ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

○ nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

○ nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 8 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

HDID & ASSOCIÉS
Mohamed HDID
Associé Gérant